



Énergie et Démocratie

Une nouvelle surprenante, tombée le 7 décembre, n'a suscité que peu de commentaires : à la demande du land du Bade-Wurtemberg, EDF lui cède sa participation de 45% dans l'entreprise EnBW, troisième électricien allemand. Il s'agissait pourtant d'un investissement stratégique majeur dans la recherche d'une position dominante en Europe.

Il importe que les Français comprennent les aspects politiques d'une telle opération.

Cette acquisition effectuée en 2000 semblait très prometteuse. Le Bade-Wurtemberg, limitrophe de la France et favorable au nucléaire, offrait une intéressante tête de pont, politiquement proche et peu sensible à l'influence des Verts. Les contacts avec la Bavière voisine ont également laissé croire longtemps à une expansion possible du nucléaire dans ce secteur.

Aujourd'hui, le Bade-Wurtemberg revient sur sa politique libérale antérieure et souhaite contrôler de nouveau le puissant outil de développement que constitue EnBW. Ce revirement n'est pas sans arrières pensées car les Chrétiens-Démocrates au pouvoir dans le land pourraient perdre la majorité au parlement en mars 2011. Dans ces conditions, ils considèrent EnBW comme un atout important dans la phase de transition vers le tout renouvelable cher aux Verts. Comme l'estime Claudia Kempert, experte en énergies de l'institut DIW à Berlin, citée par Les Echos du 7 décembre 2010, « *il sera plus facile pour le Bade-Wurtemberg de tourner le dos au nucléaire sans avoir au capital d'EnBW un groupe comme EDF qui mise beaucoup sur l'atome* ».

Cet épisode met en évidence plusieurs questions importantes pour notre avenir.

A l'ère de la mondialisation triomphante, voici un land de 36 000 km² qui tient tête au premier électricien mondial et l'écarte afin d'avoir les mains libres pour le développement durable de son territoire. Serait-il possible qu'une région française fasse preuve d'une telle détermination ? Aurait-elle les moyens d'imposer sa propre politique contre les intérêts d'une multinationale de l'énergie ? A l'évidence, la réponse est non ! N'est-ce pas l'une des faiblesses structurelles de notre pays ?

Au moment où se développe une campagne diffuse visant à mettre en doute les perspectives ouvertes par le Grenelle de l'environnement, considérées comme irréalistes et ses orientations jugées ruineuses, l'un des Länder les plus riches d'Allemagne fait des choix encore plus radicaux en faveur des énergies locales, gages de développement de son territoire. Qui pourrait croire qu'il s'agirait d'une stratégie suicidaire ?

Pendant ce temps, la ponction financière du groupe EDF sur les réseaux de distribution d'électricité se poursuit avec toutes ses conséquences locales (baisse de qualité du courant, coupures dues aux événements climatiques,...), résultats d'investissements insuffisants depuis des décennies, chiffrés à plus de 10 milliards d'euros par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et des Régies. Il est probable qu'une large partie des capitaux investis par EDF dans EnBW ait fait défaut aux réseaux locaux.

Aucune collectivité française n'a le pouvoir décider que les 4,7 milliards d'euros que va recevoir EDF pour ses parts d'EnBW doivent être investis pour rattraper le retard des réseaux locaux. Est-ce un gage de développement durable que d'être à la merci d'un système de décision centralisé, opaque et hostile à toute justification de ses choix locaux (plusieurs syndicats de communes refusent depuis des années d'approuver les comptes de leurs réseaux présentés par leur concessionnaire obligatoire, EDF-ERDF) ?

Parallèlement, la France fait pression à Bruxelles pour capter 90% du budget de la recherche sur l'énergie au profit du programme ITER sur la fusion nucléaire - dont on sait qu'il n'aura pas produit un seul kWh d'ici 2100 alors que l'urgence énergétique et climatique porte sur les prochaines années-, au détriment des projets territoriaux de lutte immédiate contre le changement climatique de type "Smart Cities".

On voit bien le contraste saisissant entre le pragmatisme allemand et l'entêtement français. Le déficit de la France ne serait-il pas avant tout un déficit de démocratie ?

Didier Lenoir, Vice-Président du CLER